

Unité Départementale du Morbihan

LORIENT, le 05/10/2022

34, rue Jules LEGRAND
56 100 LORIENT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



SECHE ENVIRONNEMENT

Les Hêtres
CS 20020
53810 CHANGE

Références : GP/PD/E/2022-256

Code AIOT : 0005503739

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2022 dans l'établissement SECHE ENVIRONNEMENT implanté LA CROIX IRTELLE 56250 LA VRAIE CROIX. L'inspection a été annoncée le 08/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Réception du casier 10

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECHE ENVIRONNEMENT
- LA CROIX IRTELLE 56250 LA VRAIE CROIX
- Code AIOT : 0005503739
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'ECOSITE CROIX IRTELLE est autorisé, par arrêté préfectoral du 26 octobre 2012 modifié, à exploiter une ISDND sur le territoire de la commune de La Vraie Croix.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Réception du casier 10

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôles préalables à la mise en service des équipements	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pas d'observation sur les dossiers transmis et pas d'observation lors de la visite du casier 10.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôles préalables à la mise en service des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20
Thème(s) : Autre, Réception du casier 10
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation, notamment l'existence : - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11). III. Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.
Constats : Cette inspection s'est déroulée selon les étapes suivantes : 1. Contrôle par visite in situ du casier 10. La visite du site a porté sur l'aménagement du casier réalisé afin de vérifier les points suivants : <ul style="list-style-type: none">• présence du géotextile de protection de la géomembrane ;• présence de points d'ancrage ;• emplacement du puisard au point bas du casier 10. L'ensemble de ces points a pu être vérifié lors de l'inspection du 27 septembre 2022 et n'a donné lieu à aucune observation particulière. 2. Examen documentaire du dossier des ouvrages exécutés (DOE) pour l'aménagement du casier. Le contrôle préalable à la mise en service du casier 10 se fonde principalement sur l'examen des rapports de contrôle de l'organisme tiers remis par l'exploitant le 27 septembre 2022. Ce rapport permet d'avoir une vision précise de l'organisation du chantier. Il fait clairement apparaître la chronologie des travaux réalisés ainsi que la liste des intervenants avec leurs fonctions et responsabilités. La société ECOSITE CROIX IRTELLE est intervenue en tant que maître d'œuvre et rédacteur du DOE dans le cadre des travaux sur l'ISDND de La Vraie Croix. Les lots terrassement, barrière de sécurité passive et massif drainant ont été réalisés par les sociétés KERGAL TP et CARDIN TP. Le lot étanchéité par géosynthétiques a été réalisé par la société FLI France. Lors des travaux, des contrôles ont été réalisés à différents niveaux : <ul style="list-style-type: none">• les contrôles internes des entreprises (TECHNILAB pour la barrière de sécurité passive et FLI France pour la barrière de sécurité active) ;• les contrôles externes (SOCNA SOLS pour la barrière de sécurité passive et pour la barrière de sécurité active). L'ensemble des observations, des contrôles et des relevés a mis en évidence une réalisation correcte des travaux d'aménagement du casier 10, et conforme aux prescriptions de la note d'optimisation géométrique réalisée au préalable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet